AVIS DE L'ARES

N° 2022-12 DU 30 JUIN 2022

Supports de cours – article 78 du décret paysage

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été invitée le 11 octobre 2021 par la Ministre de l'Enseignement supérieur d'émettre un avis sur trois aspects extraits d'une résolution interparlementaire du 30 juin 2021 visant à lutter contre la précarité étudiante et à améliorer les conditions de vie des étudiants à savoir :

- » Revoir le décret du 19 juillet 2010 relatif à la gratuité et à la démocratisation de l'enseignement supérieur afin de définir précisément ce qu'est un support de cours en y intégrant l'accès au matériel informatique de base et à Internet ;
- » Assurer la gratuité des supports de cours à un public plus large que les seuls boursiers en débutant par les étudiants de conditions modestes et par certains publics fragilisés tels que les étudiants étrangers ;
- » Garantir le respect des obligations prévues en matière d'accessibilité à ces supports de cours et instaurer une procédure simple de signalement en cas de non-respect de ces obligations ;

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée sur base de l'article 21, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui prévoit que toute demande d'avis ou de proposition sollicitée en vertu de ces dispositions doit être traitée et l'avis inscrit à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil d'administration de l'ARES qui suit de quinze jours au moins la date de réception de la demande ;

Considérant l'avis 2021-07 sur la lutte contre la précarité étudiante ;

Considérant la résolution interparlementaire du 30 juin 2021 visant à lutter contre la précarité étudiante et à améliorer les conditions de vie des étudiant·es ;

Considérant le décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif ;

Considérant le Livre XI du Code de droit économique et en particulier le titre 5 relatif au droit d'auteur et droits voisins ;

L'ARES formule l'avis suivant à l'endroit des trois demandes de la Ministre de l'Enseignement supérieur concernant les modifications de l'article 78 du décret paysage à propos des supports de cours.

AVIS

En préambule des propositions développées ci-après, l'ARES tient à mettre en avant le fait que les réponses apportées montrent que le domaine de réflexion se situe à la frontière de différents intérêts des parties-prenantes (collectifs et individuels) et que les propositions formulées sont donc le reflet de la recherche d'un équilibre entre les droits et devoirs des personnes concernées.

01. Revoir le décret du 19 juillet 2010 relatif à la gratuité et à la démocratisation de l'enseignement supérieur afin de définir précisément ce qu'est un support de cours en y intégrant l'accès au matériel informatique de base et à Internet

L'ARES propose d'insérer une définition d'un support de cours dans l'article 78 du décret « Paysage » qui permet de répondre aux différentes questions opérationnelles suivantes :

- A quoi sert le support ?
- Qui le réalise ou le définit ?
- Qui en bénéficie ?
- Comment est-il diffusé et accessible ?

« Le support de cours est un **support pédagogique écrit, audiovisuel ou multimédia** nécessaire à l'étudiant-e pour acquérir les compétences en vue de réussir une AA ou une UE, selon les modalités d'évaluation **définies par le(s) ou la responsable(s) de l'AA ou de l'UE**.

Le support de cours présente un **contenu variable** en fonction de l'autonomie attendue de l'étudiant-e et de la teneur de l'AA ou de l'UE.

Le support de cours, **défini par le(s) ou la responsable(s) de l'AA ou de l'UE**, concerne potentiellement toutes les activités d'apprentissage objets d'une évaluation et organisées au sein ou en dehors de l'établissement.

Le support est accessible de façon **matérielle ou immatérielle** et ne se substitue en aucun cas à la prise de note ou la nécessaire présence de l'étudiant-e lors de l'activité d'apprentissage.

Le support de cours doit être **adaptable** pour les étudiant-es à besoins spécifiques dans le cadre de l'enseignement inclusif.

Le support de cours est **diffusé** auprès de l'ensemble des étudiant-es concernés par l'UE selon les modalités fixées chaque année pour les Universités, par l'organe visé à l'article 17 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur, pour les Hautes Écoles, par le Conseil pédagogique et, pour les Écoles supérieures des Arts, par le Conseil de gestion pédagogique.

L'étudiant-e bénéficiant de la gratuité et qui en fait la demande bénéficie, le cas échéant, de l'impression sur papier, à titre gratuit, des supports de cours écrits relatifs au cursus au sein duquel il est inscrit ainsi que d'un accès à du matériel informatique et à une connexion internet au sein de l'établissement. »

L'ARES attire cependant l'attention du législateur concernant les supports de cours publiés et diffusés sous contrat d'édition (revues, livres, livres numériques, codes, etc.) et qui ne peuvent donc pas être imprimés ni diffusés sous une autre forme sous peine de déroger aux lois régissant les droits d'auteur.

02. Assurer la gratuité des supports de cours à un public plus large que les seuls boursiers et boursières en débutant par les étudiant·es de conditions modestes et par certains publics fragilisés tels que les étudiant·es étranger·ères.

L'ARES demande d'emblée la mise en place **de moyens supplémentaires** pour financer l'élargissement de la gratuité.

L'ARES constate que le critère qui permet à l'EES de proposer la gratuité des supports de cours aux étudiant·es est fondé sur la décision d'attribution d'un statut qui est octroyé entre juillet et avril, **soit bien trop tard**. L'ARES propose donc d'accorder la gratuité des supports de cours à **celles et ceux qui ont obtenu une bourse dans l'année académique précédente**. Concernant les étudiant·es qui s'inscrivent pour la première fois dans l'enseignement supérieur et les personnes inscrites en cours de cursus, il est proposé que celles et **ceux qui introduisent une demande de bourse** bénéficient de la gratuité. Cela ne semble pas poser de problème majeur, y compris si la demande de bourse est refusée, car dans la majorité des refus de bourse, la personne se retrouve dans la catégorie des étudiant·es modestes¹.

L'ARES propose d'élargir l'accès à la gratuité aux étudiant·es de condition modeste **avec le même principe** (année précédente). D'après les chiffres actuels, l'élargissement aux étudiant·es de condition modeste représente une augmentation du nombre de bénéficiaires de 3 à 5 %. L'ARES attire cependant l'attention du législateur sur le fait qu'il est nécessaire d'augmenter les subsides sociaux afin de mettre en place ces mesures (augmentation des aides octroyées et des ressources humaines nécessaires à la gestion de cette politique).

Il est à noter que pour les étudiant·es ne pouvant pas prétendre à un statut de boursier·ère ou de condition modeste, les services sociaux seront toujours là pour aider ces personnes. Par contre, il est primordial de **ne pas considérer les services sociaux comme les imprimeurs** des documents. Ils peuvent activer l'accès aux aides mises en place dans l'établissement, mais ils ne sont pas les responsables de la mise en œuvre des mesures.

L'ARES attire l'attention du législateur sur **la disparité des coûts** entre les différentes filières et donc au caractère différencié nécessaire des mesures. De la même façon, les montants des bourses ne correspondent pas aux réalités et aux besoins de chacun.

L'ARES s'interroge sur ce qu'il convient d'entendre par « étudiant·es fragilisés·es » car il est souhaitable de se baser sur des critères concrets pour déterminer les populations qui pourront prétendre à la gratuité. D'autre part, la fragilité n'est pas que d'ordre économique et elle peut être financière, psychologique, médicale... La CoVEDAS, qui s'est également penchée sur cette question, estime qu'il faut laisser les établissements libres de définir les populations, au-delà des personnes boursières ou de condition modeste, qui auront accès à la gratuité des supports de cours selon leurs réalités respectives.

¹ D'après des analyses produites à l'USLB où cette politique est déjà active, il n'y a que très peu de personnes qui profitent de ce système en introduisant une demande non fondée.

L'ARES renvoie vers son avis 2021-07 sur la lutte contre la précarité dans lequel elle interrogeait déjà la notion de précarité et avait élaboré différentes recommandations en matière de lutte contre celle-ci ainsi que des points d'attention qui sont applicables au présent avis.

03. Garantir le respect des obligations prévues en matière d'accessibilité à ces supports de cours et instaurer une procédure simple de signalement en cas de non-respect de ces obligations.

L'ARES estime que la majorité des problèmes liés à l'accessibilité aux supports de cours ne vient pas tant d'une mauvaise volonté de la part des institutions que d'une méconnaissance de la législation en la matière ou des procédures internes de la part du membre du personnel. Elle estime donc qu'il est préférable de procéder par étapes : **informations, signalement interne, signalement externe.**

Une bonne information à toutes les parties prenantes devrait permettre d'éviter tant que possible une procédure de signalement. L'ARES propose donc de réaliser d'une part un **vade-mecum** cadre à l'attention du **personnel** des établissements qui permette de clarifier ce qu'est un support de cours ainsi que tous les enjeux qui sont associés à cette notion et d'autre part, un vade-mecum cadre à l'attention des populations **étudiantes** qui permette de les informer des droits et devoirs en la matière. De tels outils existent déjà dans certains EES et ils pourraient être une bonne source d'inspiration pour construire ces outils d'information.

Les recours possibles seront également renseignés dans ces supports explicatifs. Le recours interne auprès d'une **personne contact désignée** pour cette matière spécifique au sein de l'établissement sera toujours à privilégier. La liste des commissaires ou délégué-es référent-es pour chaque établissement sera également disponible dans le document afin de pouvoir activer un signalement externe, le cas échéant.

04. Recommandations dans le cadre de la lutte contre la précarité étudiante

L'ARES rappelle que l'historique de cette mesure sur les supports de cours était de proposer une aide à la réussite. Ce n'était pas une politique sociale au départ, mais bien une politique pédagogique. Force est cependant de constater que le coût des supports de cours représente un obstacle à l'accès aux études dans un contexte de précarité grandissante.

L'ARES constate aussi que les intentions du législateur via l'article 78 **ne visent pas** les supports de cours comme les **livres**, les **logiciels** spécialisés ou encore le **matériel métier spécifique** au cursus (par exemple le code en droit, la trousse de dentisterie, les maquettes, les appareils photo ou les caméras, etc). Or, il apparaît que **ce sont ces supports qui coûtent cher aux étudiants** et pour lesquels ils vont parfois trouver les services sociaux. On peut aussi y ajouter l'achat de matériel informatique, dont on ne peut plus nier qu'il soit indispensable pour suivre un cursus.

L'ARES propose qu'un **budget soit mis à disposition** des établissements pour permettre aux étudiant-es bénéficiant d'une bourse ou de condition modeste d'obtenir, via un service ad hoc, les outils nécessaires à la poursuite de leurs cursus.

Il serait également souhaitable de développer davantage des politiques d'aide afin de répondre à l'objectif de démocratisation de l'accès à l'enseignement et plus particulièrement dans le cas de l'accès aux supports de cours cités ci-devant ou autre matériel.

À titre d'exemple et sans vouloir être contraignant ou exhaustif, on peut citer les bonnes pratiques suivantes :

- » l'accès pour la population étudiante à des parcs informatiques ;
- » le prêt de livres ou de matériel nécessaire via un service ad hoc en adaptant les délais d'emprunt à un quadrimestre ou une année académique si nécessaire ;
- » la mutualisation d'achats de matériel ou de livres pour permettre un prix avantageux aux étudiantes et étudiants ;
- » le partenariat avec des entreprises afin de bénéficier de certains matériels ;
- » l'augmentation de l'allocation d'étude d'un forfait par cursus déterminé.